

## FICHE D'INFORMATION 3

# Modèle de document de plaidoyer

### Titre du document

Par exemple: « [Numéro de la session] session de l'EPU – [Nom du pays] »

### Nom de votre organisation/coalition et bref descriptif de votre organisation : un ou deux paragraphes maximum

### [Question clé]

Par exemple : « Travail des enfants »

### Enjeux :

Expliquez la question, son importance et liez-la aux obligations relatives aux droits de l'enfant de l'État examiné (un paragraphe max.).

### Mentions dans des documents clé de l'EPU:

Ajoutez cette ligne uniquement si la question que vous soulevez a été mentionnée dans l'un des trois rapports de l'EPU, i.e. le rapport de l'État examiné, la compilation d'informations du système des Nations Unies et/ou le résumé d'informations fournies par d'autres parties prenantes préparé par le HCDH. Si vous avez soumis une contribution écrite à l'EPU, précisez également ici la référence de sa cote ONU et le lien Internet vers ce document.

### Suggestions de questions soumises à l'avance/questions à soulever durant le dialogue de l'EPU :

Suggérez au maximum deux questions sur ce thème que les États pourraient poser à l'avance ou durant l'EPU. Les questions doivent être aussi concises que possible et suivre le style adopté par les États dans leurs questions dans le cadre de l'EPU. Rappelez-vous que les questions sont adressées à l'État examiné.

### Suggestions de recommandations :

Suggérez au maximum deux recommandations sur cette question qui pourraient être formulées à l'intention de l'État examiné. Les recommandations doivent être concises, précises, spécifiques, axées sur l'action et faciles à surveiller. Elles doivent adopter le style utilisé par les États dans leurs recommandations dans le cadre de l'EPU. Rappelez-vous que les recommandations sont formulées uniquement à l'intention de l'État examiné, pas à des institutions, ministères ou organes nationaux spécifiques.

**Fournissez cette information pour chaque sujet clé. Un formulaire à remplir et imprimer est disponible à [www.childrightsconnect.org/UPRAAdvocacy-Template](http://www.childrightsconnect.org/UPRAAdvocacy-Template)**

# PENSE-BÊTE

## Éléments clés pour un plaidoyer efficace par les ONG

- ✓ Priorisez les questions soulevées et les recommandations : les actions de pression les plus efficaces portent sur trois à quatre questions assorties de cinq à six recommandations.
- ✓ Définissez clairement les objectifs de vos actions de plaidoyer : si votre stratégie est trop ambitieuse, les États risquent de ne pas intégrer vos recommandations. Les ONG doivent trouver un équilibre et proposer des recommandations qui soient à la fois susceptibles d'être prises en compte par l'État cible tout en répondant de manière adéquate à la gravité de la situation et à la façon dont elle devrait être traitée. Si l'État a traité d'une question similaire durant le cycle précédent, les ONG doivent fournir une mise à jour sur la situation et des recommandations de suivi.
- ✓ Proposez des recommandations concises, concrètes et axées sur l'action qui reprennent la terminologie employée par les États dans leurs recommandations.
- ✓ Étayez, le cas échéant, ces recommandations en vous appuyant sur des recommandations similaires formulées par des organes internationaux des droits de l'homme, tels que les organes conventionnels et les Rapporteurs spéciaux, qui sont reprises dans la compilation d'informations de l'ONU publiée par le HCDH.
- ✓ Soulignez les évolutions positives et les domaines dans lesquels des actions supplémentaires sont nécessaires.
- ✓ Préparez un bref document de plaidoyer (maximum 2 pages) incluant un court paragraphe d'explication pour chacune des questions prioritaires et recommandations correspondantes, en étayant les raisons pour lesquelles cette question doit être soulevée. Utilisez le Modèle de document de plaidoyer au verso de cette page, également accessible en ligne à : [www.childrightsconnect.org/UPRAAdvocacy-Template](http://www.childrightsconnect.org/UPRAAdvocacy-Template).
- ✓ Identifiez les représentants étatiques travaillant sur l'EPU de l'État examiné.
- ✓ Contactez directement les représentants étatiques concernés – ne jamais envoyer le document de plaidoyer à une adresse électronique générale. Présentez brièvement votre ONG pour souligner sa légitimité et son autorité sur les questions soulevées.
- ✓ Envoyez le document de plaidoyer et assurez un suivi auprès des États pour vérifier qu'ils l'ont bien reçu et s'ils ont besoin d'informations supplémentaires.